



Union européenne - Informations générales

- Audition réussie de Thierry Breton
- Poursuite discussions règlements européens de coordination
- Brexit : procédure d'infraction contre le refus du Royaume-Uni de désigner un candidat-commissaire

Actualité européenne de la protection sociale

SANTÉ

- Rapport de la Cour des comptes sur la RAM
- Nouvelles recommandations du CHMP
- Coalition internationale santé et sécurité au travail
- Nouvelles lignes directrices sur le cancer du sein
- DM : mise en place d'EUDAMED reportée

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

- Adoption de la recommandation du Conseil sur l'accès à la protection sociale
- Evolution du marché du travail et des salaires : vigilance face à un ralentissement économique
- Augmentation du taux d'emploi des personnes de 55 à 64 ans dans l'UE
- Arguments de la Commission en faveur d'un budget UE modernisé

Agenda Publications

FOCUS : 30 ans après la chute du mur de Berlin, vers un nouveau projet d'unité européenne ?

Nous fêtons le 9 novembre les 30 ans de la chute du mur de Berlin. L'esprit d'unité d'alors préfigurait une forme d'élargissement de l'Union européenne qui a été ensuite actée en 2004 avec l'arrivée de 10 nouveaux membres. Unité, élargissement : l'Europe ne s'était jamais sentie aussi forte.

Aujourd'hui, l'Europe apparaît pour de nombreux observateurs comme plus divisée que jamais. Si ces divisions sont nombreuses, un clivage marquant entre Europe de l'Ouest et Europe centrale et orientale porte sur la dimension sociale de l'UE, ce qui peut amener à relativiser le projet d'une Union politique.

Dans tous les cas, les défis à venir ne pourront être relevés que collectivement.

Il faut donc renouveler dès maintenant l'UE autour d'un nouveau projet d'unité qui ne soit pas fait d'une opposition artificielle entre Etats nations qui seraient vertueux et d'autres qui le seraient moins, voire beaucoup moins ?

Gageons que la future Commission européenne, dont le sort devrait être décidé le 27 novembre lors de l'approbation du collège en plénière se saisisse de cette question.

Les récents changements annoncés par la Présidente élue, Ursula von der Leyen, sur les titres de portefeuilles de certains Commissaires vont dans le bon sens : l'on ne parle plus de la défense du modèle de vie européen mais de sa promotion, par exemple, ou encore, le poste de Commissaire à l'Emploi attribué à Monsieur Nicolas Schmit a été élargi aux droits sociaux

Si les mots sont porteurs de symbole et de mobilisation, ils doivent pouvoir être chargés d'un contenu.

Il est sage de conclure ce propos en reprenant les mots Président actuel de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Dans une [interview donnée au journal français Le Monde le 14 novembre dernier](#), Monsieur Juncker nous donne ses orientations sur la future voie à suivre : « Il y a longtemps que je ne parle plus des « Etats unis d'Europe », notion qui ne récolte pas l'adhésion. L'Etat national reste une référence, pas seulement géographique, pour les peuples. Mais il faut comprendre que ces nations doivent collaborer. J'espère donc que le patriotisme sera double à l'avenir : national et européen. »

2 ANS
Bon anniversaire
au Socle européen
des droits sociaux !
([Commission](#))

62 %
Européens se
déclarent
heureux en 2018
([Eurostat](#))

Audition réussie de Thierry Breton.

Les commissions du marché intérieur et de l'industrie du Parlement européen ont auditionné le 14 novembre 2019 Thierry Breton, Commissaire désigné chargé de la politique industrielle, du marché intérieur, du numérique, de la défense et de l'espace. Les coordinateurs des groupes politiques du PPE (centre droit), Renew Europe (groupes des libéraux européens), les Socialistes et Démocrates (S&D) et les Conservateurs et Réformistes européens (CRE) ont approuvé sa candidature le soir même. Le collège des Commissaires doit être approuvé officiellement en plénière au Parlement européen le 27 novembre.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20191112IPR66319/audition-du-commissaire-designe-thierry-breton>

Poursuite des discussions sur les textes européens de coordination de sécurité sociale.

La Présidence finlandaise du Conseil, le Parlement européen avec la rapporteure Gabriele Bischoff (S&D/ Allemagne) et la Commission européenne se sont réunis le 11 novembre 2019 pour poursuivre la négociation sur les textes européens relatifs à la coordination des systèmes de sécurité sociale. Pour mémoire, la négociation porte sur la législation applicable : la notification préalable, la définition des voyages d'affaires et la pluriactivité et le chapitre sur les prestations de chômage (les prestations pour les travailleurs frontaliers et la durée d'exportabilité). Le prochain trilogue a lieu le 18 novembre 2019.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=849&langId=fr>

Brexit : Procédure d'infraction contre le refus du Royaume-Uni de désigner un candidat-commissaire.

Le 14 novembre 2019, la Commission européenne a transmis au gouvernement britannique une lettre de mise en demeure suite à la notification que le Royaume-Uni, en raison des élections générales en préparation, ne présentera pas de candidat au poste de Commissaire pour le pays. La Commission a rappelé la jurisprudence selon laquelle un Etat membre ne peut pas invoquer son régime juridique national pour justifier une violation des règles européennes. Le Royaume-Uni doit transmettre des explications convaincantes d'ici le 22 novembre. A défaut, la Commission pourra émettre un avis motivé.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_19_6286

Santé

Rapport de la Cour des comptes sur la résistance aux antimicrobiens.

La Cour des comptes vient d'évaluer, dans un rapport, la stratégie mise en place par l'Union européenne pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens (RAM), responsable de 33.000 morts annuelles en Europe. La Cour estime que des progrès notables ont été réalisés en matière d'antibiotiques vétérinaires mais que la menace que la RAM fait peser sur la santé publique reste substantielle. Elle note qu'il reste une importante marge de progression en matière de collecte de données ainsi que d'établissement et de suivi des indicateurs. Enfin, alors que le budget alloué par l'UE à la recherche en matière de RAM est substantiel, la poursuite des financements doit pouvoir être mieux garantie d'une période de programmation budgétaire à l'autre, et les incitations commerciales à l'investissement industriel doivent être renforcées.

Pour plus d'informations, voir :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_21/SR_Antimicrobial_resistance_FR.pdf

EMA : nouvelles recommandations du Comité des médicaments à usage humain

Le Comité des médicaments à usage humain (CHMP) de l'EMA qui s'est tenu du 11 au 14 novembre a recommandé l'homologation de 7 nouveaux médicaments. Parmi eux, l'Isturina, mis au point pour le traitement du syndrome de Cushing, avait été désigné médicament orphelin lors de son développement. Deux génériques, le Clopiogrel (prévention des événements athérothrombotiques) et le Deferasirox Accord (surcharge chronique en fer) ont également reçu l'aval de l'agence. Enfin, le CHMP recommande la restriction de l'usage du Lemtrada suite au signalement d'effets secondaires sérieux.

Pour plus d'informations, voir : <https://www.ema.europa.eu/en/news/meeting-highlights-committee-medicinal-products-human-use-chmp-11-14-november-2019>

Création d'une coalition internationale santé et sécurité au travail.

Une Coalition internationale sur la santé et la sécurité au travail (*Global Coalition on safety and Health*) a été lancée le 12 novembre à Helsinki sous l'impulsion de la Présidence finlandaise de l'UE. Ses partenaires sont l'OIT (qui la préside), la Commission internationale de la santé au travail, la Commission européenne, l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, le Ministère finlandais des affaires sociales et de la santé, le Ministère des travailleurs de Singapour. L'Organisation internationale de la santé est associée en tant qu'observateur. L'objectif de la coalition est la mise en œuvre des différents engagements pris lors de la dernière décennie dans les enceintes internationales, et en particulier l'ONU, le G7 et le G20.

Pour plus d'informations, voir : <https://www.ttl.fi/visionzero19/news-global-coalition-on-safety-and-health-to-be-launched-in-vision-zero-summit/>

Nouvelles lignes directrices sur le cancer du sein

Alors que 400.000 cas de cancer du sein, soit 29% des nouveaux diagnostics, ont été diagnostiqués en 2018 en Europe, le Centre commun de recherche de la Commission a publié de nouvelles lignes directrices en matière de cancer du sein. Ces recommandations s'inscrivent dans le cadre de l'*European Commission Initiative on Breast Cancer* (ECIBC), dont le [site internet](#) vient d'être mis à jour pour inclure des guides à destination des professionnels de santé, des décideurs publiques, des femmes et des patientes. Les nouvelles recommandations concernent aussi bien le dépistage que le diagnostic et le traitement.

L'objectif est de finaliser les travaux de l'ECIBC en 2020, date à laquelle une nouvelle initiative sera lancée en matière de cancer colorectal.

Pour plus d'informations, voir : <https://healthcare-quality.jrc.ec.europa.eu/european-breast-cancer-guidelines>

Dispositifs médicaux : la mise en place d'EUDAMED reportée

La Commission européenne a confirmé le report de la mise en place du nouvel EUDAMED. Les règlements dispositifs médicaux et dispositifs de diagnostic in vitro prévoient en effet la mise en place d'une base de données élargie : elle servira de registre des acteurs, de point d'enregistrement des dispositifs, de plateforme de notification et de moyen de dissémination des informations. Interopérable, elle sera pour partie consultable par le public, ce qui n'est pas le cas du système actuel.

Initialement prévue pour mai 2020, sa mise en service a été repoussée à mai 2022 en raison de délais techniques.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/growth/sectors/medical-devices/new-regulations/eudamed_en?fbclid=IwAR2t3E9ImEpWRXis5YCUpSMiNoorfUfOANMBO8OfxWSLLaSO_zw1H4HCwyM

Emploi et affaires sociales

Adoption formelle de la Recommandation du Conseil sur l'accès à la protection sociale.

Le 8 novembre 2019, le Conseil de l'UE a adopté la Recommandation relative à l'accès des travailleurs salariés et non-salariés à la protection sociale, une des initiatives destinées à mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux.

Ce texte prend acte des difficultés d'accès à la protection sociale de certains travailleurs (indépendants et/ou atypiques) alors que le phénomène des travailleurs de plateforme se développe. Non contraignante en tant que telle, la Recommandation matérialise l'engagement des Etats membres à fournir un accès à une protection sociale adéquate pour tous les travailleurs. Elle reconnaît explicitement que les modalités du régime de protection sociale restent de la compétence des Etats membres. La Commission a signalé qu'elle soutiendra la mise en œuvre de cet engagement via des actions d'apprentissage mutuel, en améliorant les données statistiques pertinentes et en définissant un cadre de suivi.

Pour plus d'informations, voir : [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32019H1115\(O1\)&from=FR](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32019H1115(O1)&from=FR)
et : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1312&langId=fr>

Evolution du marché du travail et des salaires : vigilance face à un ralentissement économique.

Le 8 novembre 2019, la Commission a publié l'édition 2019 du rapport sur l'évolution du marché du travail et des salaires. Il montre une réduction importante des taux de chômage et un accroissement des salaires, bien que leur croissance moyenne soit modérée. Pourtant, dans un contexte de ralentissement économique, la Commission insiste sur la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation pour faire face, notamment, à l'inadéquation des compétences avec les besoins du marché du travail dans un monde du travail profondément impacté par les nouvelles technologies.

Pour plus d'informations, voir :

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&furtherNews=yes&newsId=9485>

Augmentation du taux d'emploi des personnes de 55 à 64 ans dans l'UE.

Dans un communiqué publié le 11 novembre 2019, l'Office européen des statistiques (Eurostat) démontre qu'en 2018, les taux d'emploi des hommes et des femmes âgés de 55 à 64 ans étaient plus élevés, soit 65 % pour les hommes et 52 % pour les femmes, que les taux moyens de l'ensemble des hommes et des femmes adultes (60 % et 48 %) dans l'Union européenne (UE).

L'aspect le plus frappant est le rythme rapide auquel les taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans ont augmenté entre 2003 et 2018 (avec peu ou pas d'impact de

la crise financière et économique mondiale). Cela est particulièrement remarquable en ce qui concerne la proportion croissante de femmes dans le monde du travail.

Pour plus d'informations, voir : <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/products-eurostat-news/-/WDN-20191111-1?inheritRedirect=true&redirect=%2Feurostat%2Ffr%2Fnews%2Fwhats-new>

Arguments de la Commission en faveur d'un budget de l'UE modernisé.

Le 5 novembre 2019, la Commission européenne vient de publier de nouvelles données destinées à expliciter et convaincre de l'importance du prochain cadre financier pluriannuel tel que proposé par la Commission en mai 2019. Les chiffres mis en avant remettent en cause l'appréciation du budget européen sous la seule lumière des « soldes budgétaires nets » dont bénéficient ou pas les États contributeurs au budget : ce concept ne permet pas de mesurer les avantages pour les États membres de l'UE de faire partie du marché unique, de relever ensemble le défi des migrations et de lutter contre le terrorisme et le changement climatique.

Pour plus d'informations, voir :

https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/factsheet-modern-eu-budget-future-challenges_fr_0.pdf

et, https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/factsheet-eu-budget-financing_fr_0.pdf

et, https://ec.europa.eu/info/publications/technical-briefing-eus-next-long-term-budget_fr

Evènements passés

12 novembre 2019, Bruxelles – CESE : « De nouveaux modèles pour les sociétés européennes ».

Le Comité économique et social européen (CESE) a tenu une réunion sur de nouveaux modèles pour les sociétés en Europe. L'égalité, et particulièrement l'égalité des genres, a été le fil rouge de cette journée avec des réflexions portant sur les cadres réglementaires mais aussi culturels sur la question.

Pour plus d'informations, contacter : info@reif-eu.org

15 novembre 2019, Bruxelles – Forum EPHA sur l'accès aux médicaments.

L'European Public Health Alliance (EPHA) organisait son 4^{ème} forum sur l'accès universel et abordable aux médicaments le 15 novembre dernier à Bruxelles. Les questions de la transparence et des prix des médicaments étaient au cœur des débats. Plusieurs interventions ont mis en avant le fait qu'il s'agissait d'une exigence budgétaire, démocratique et scientifique. Le représentant norvégien a quant à lui annoncé une nouvelle coopération avec l'Islande et le Danemark pour une négociation commune des prix.

Un panel sur les pénuries a permis de mettre en avant les différentes causes du problème : commerce parallèle, ruptures dans la chaîne d'approvisionnement, détournement de l'intérêt de l'industrie de certaines molécules à faible retour sur investissement, absence de données permettant l'alerte précoce... La France a été citée en exemple par [EAEP](#) qui estime que la politique de sanctions vis-à-vis des compagnies ne remplissant pas leurs obligations est une voie à suivre pour limiter les risques de pénuries. D'autres participants ont souligné qu'une telle politique reportait potentiellement les pénuries dans d'autres Etats membres.

Pour plus d'informations, contacter : info@reif-eu.org

Evènements à venir

18-19 novembre 2019, Amsterdam - Séminaire de l'EMA sur la Consultation *Regulatory science to 2025* (retransmission en direct).

Après la [consultation](#) ouverte par l'EMA au premier semestre 2019 sur sa stratégie en matière de science réglementaire à l'horizon 2025, l'Agence organise les 18 et 19 novembre un séminaire avec l'ensemble des parties prenantes du secteur afin de débattre des résultats de la consultation avant l'adoption de la stratégie prévue fin 2020.

La proposition de l'agence comprenait cinq axes de travail : (1) l'optimisation de l'intégration de la science et de la technologie dans le développement des médicaments, (2) l'amélioration des évaluations scientifiques via la production collaborative de données, (3) l'amélioration, en collaboration avec les systèmes de

santé, de l'accès des patients aux médicaments, (4) la lutte contre les menaces émergentes et la disponibilité des médicaments et (5) la valorisation de la recherche et de l'innovation en matière de science réglementaire.

Il sera également possible de suivre la [retransmission du séminaire en ligne](#).

Pour plus d'informations, voir : <https://www.ema.europa.eu/en/news/regulatory-science-2025-live-broadcast-post-consultation-workshop>

20 novembre 2019, Athènes – COFACE Families Europe: « Digital Families : the future is now ».

La Confédération européenne des associations familiales organise une conférence sur les défis et opportunités de la numérisation pour les familles tout en mettant en avant quelques bonnes pratiques.

Pour plus d'informations, voir :

<http://www.coface-eu.org/digitalisation/digital-families-the-future-is-now-event-in-athens-on-20th-of-november/>

4 décembre 2019, Bruxelles – Conférence de l'AIM *Fair Prices for Pharmaceuticals - Why and How?*

L'Association internationale de la Mutualité (AIM) organise le 4 décembre prochain une conférence au Parlement européen sur le thème des prix équitables des médicaments. Sur la base des limites des modèles de fixation de prix existants exposés par des chercheurs et la présentation du point de vue des patients, l'AIM y dévoilera son projet alternatif pour un « modèle de calcul européen d'un prix équitable maximum » pour les médicaments innovants.

Pour vous inscrire :

https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLScvV7bZeM918lsUgMBIle_LrnjTelTKlxnFv7H6dSMmwW9xQ/viewform

Il y a 30 ans, le mur de Berlin... , Confrontations Europe, Edouard Simon, Novembre 2019, 1 p.

Edouard Simon, Directeur du bureau bruxellois du *think tank* français Confrontations Europe, partage dans une note publiée le 8 novembre son bilan 30 ans après la chute du mur de Berlin de l'unification européenne. Selon lui, « il y a encore beaucoup de choses à accomplir et certainement plus que nous ne sommes chacun prêt à l'admettre. Pragmatiquement, de nombreux défis auxquels nous devons faire face nous sont communs : défis écologique, numérique, sécuritaire, de rénovation démocratique. »

Pour plus d'informations, voir :

<http://confrontations.org/esimonconfrontations-org/il-y-a-30-ans-le-mur-de-berlin-chronique-europe-du-8-novembre-2019-rcf/>

After the EU elections: Perspectives and priorities for 2019-2024, Herman Van Rompuy, 6 Novembre 2019, 1 p.

L'ancien Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a prononcé le 6 novembre 2019 un discours auprès du *think tank* européen, European Policy Centre (EPC), présentant ses perspectives pour l'Europe 2019-2024. Selon lui, au sein de l'Union, plus d'attention devrait être accordée à l'impact des politiques sur la répartition des revenus et des richesses. Alors que les inégalités sont beaucoup plus faibles qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni, le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté augmente également dans l'UE-27, de même que le groupe des travailleurs pauvres. Monsieur Van Rompuy estime qu'avec la migration, le pouvoir d'achat pour tous est une question sociale et politique centrale.

Pour plus d'informations, voir :

<https://www.epc.eu/en/Publications/SPEECH~2c8670>

La Représentation des Institutions Françaises de sécurité sociale auprès de l'Union européenne (REIF) a été créée en mai 2003 pour représenter les caisses de sécurité sociale française de base auprès de l'Union européenne.

Depuis le 01 avril 2015, elle regroupe toutes les branches du régime général pour les travailleurs salariés et indépendants et le régime agricole : l'assurance maladie (CNAM), la retraite (CNAV), la famille (CNAF), le recouvrement (ACOSS), la mutualité sociale agricole (CCMSA), ainsi que l'École Nationale Supérieure de Sécurité sociale (EN3S), l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) et la Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) l'ont également rejoint.

